



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-HUITIÈME LÉGISLATURE

Procès-verbal

de l'Assemblée

Le jeudi 15 novembre 2007 — N° 40

Président de l'Assemblée nationale :
M. Michel Bissonnet

QUÉBEC

La séance est ouverte à 14 h 07.

Moment de recueillement

AFFAIRES COURANTES

Présentation de projets de loi

Mme Jérôme-Forget, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant :

n° 44 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et la Loi sur le ministère des Finances

La motion est adoptée.

Mme Boulet, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants :

n° 36 Loi modifiant la Loi concernant les partenariats en matière d'infrastructures de transport et d'autres dispositions législatives

La motion est adoptée.

n° 53 Loi sur l'Agence de gestion des structures routières du Québec

La motion est adoptée.

15 novembre 2007

n° 55 Loi modifiant de nouveau le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives

La motion est adoptée.

M. le président communique à l'Assemblée et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

n° 209 Loi concernant Marie Francine Sonia Sophie Bisson

Le rapport précise que l'avis a été fait et publié conformément aux Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

(Dépôt n° 604-20071115)

M. Tomassi (LaFontaine) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 209, Loi concernant Marie Francine Sonia Sophie Bisson.

La motion est adoptée.

M. Fournier, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 209 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission des institutions et que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

M. le président communique à l'Assemblée et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé :

n° 212 Loi concernant la Ville de Matane

Le rapport précise que l'avis a été fait et publié conformément aux Règles de fonctionnement concernant les projets de loi d'intérêt privé.

(Dépôt n° 605-20071115)

15 novembre 2007

M. Bérubé (Matane) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé n° 212, Loi concernant la Ville de Matane.

La motion est adoptée.

M. Fournier, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé n° 212 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission de l'aménagement du territoire et que la ministre des Affaires municipales et des Régions soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

Dépôts de documents

Mme Normandeau, ministre des Affaires municipales et des Régions, dépose :

Le rapport annuel de l'Administration régionale Kativik, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 2005 ;

(Dépôt n° 606-20071115)

Le rapport annuel de la Conférence régionale des élus de Montérégie Est, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006 ;

(Dépôt n° 607-20071115)

Les états financiers non consolidés de la Conférence régionale des élus de Montérégie Est, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006 ;

(Dépôt n° 608-20071115)

Le rapport annuel, incluant les états financiers, de la Conférence régionale des élus de Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2006 ;

(Dépôt n° 609-20071115)

Le rapport d'activités de la Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 610-20071115)

Le rapport financier annuel de la Conférence régionale des éluEs du Bas-Saint-Laurent, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 611-20071115)

15 novembre 2007

Le rapport d'activité de la Conférence régionale des élus de Saguenay–Lac-Saint-Jean, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 612-20071115)

Les états financiers accompagnés du rapport des vérificateurs de la Conférence régionale des élus de Saguenay–Lac-Saint-Jean, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 613-20071115)

Le rapport annuel de la Conférence régionale des élus de Mauricie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 614-20071115)

Les états financiers de la Conférence régionale des élus de Mauricie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 615-20071115)

Le rapport d'activité de la Conférence régionale des élus de l'Estrie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 616-20071115)

Le rapport financier annuel de la Conférence régionale des élus de l'Estrie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 617-20071115)

Le rapport annuel de la Conférence régionale des élus de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 618-20071115)

Le rapport financier de la Conférence régionale des élus de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 619-20071115)

Le rapport annuel, incluant les états financiers, de la Conférence régionale des élus de Outaouais, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 620-20071115)

Le rapport annuel de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 621-20071115)

15 novembre 2007

Les états financiers non consolidés de la Conférence régionale des élus de l'Abitibi-Témiscamingue, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 622-20071115)

Le rapport annuel de la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 623-20071115)

Les états financiers vérifiés et le rapport de vérification de la Conférence régionale des élus de la Côte-Nord, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 624-20071115)

Le rapport annuel, incluant les rapports financiers, de la Conférence régionale des élus de la Baie-James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 625-20071115)

Le rapport d'activités de la Conférence régionale des élus de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 626-20071115)

Les états financiers consolidés de la Conférence régionale des élus de Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 627-20071115)

Les états financiers vérifiés consolidés de la Conférence régionale des élus de Chaudière-Appalaches, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 628-20071115)

Le rapport annuel de la Conférence régionale des élus de Laval, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 629-20071115)

Les états financiers consolidés de la Conférence régionale des élus de Laval, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 630-20071115)

Le rapport d'activités de la Conférence régionale des élus de Lanaudière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;
(Dépôt n° 631-20071115)

15 novembre 2007

Les états financiers de la Conférence régionale des élus de Lanaudière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 632-20071115)

Le rapport d'activités, incluant le rapport financier annuel consolidé, de la Conférence régionale des élus de Laurentides, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 633-20071115)

Le rapport annuel de la Conférence régionale des élus de Montérégie Est, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 634-20071115)

Les états financiers non consolidés de la Conférence régionale des élus de Montérégie Est, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 635-20071115)

Le rapport annuel de la Conférence régionale des élus de Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 636-20071115)

Les états financiers de la Conférence régionale des élus de Vallée-du-Haut-Saint-Laurent, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 637-20071115)

Le rapport d'activités, incluant les états financiers, de la Conférence régionale des élus de Longueuil, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 638-20071115)

Le rapport d'activité de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 639-20071115)

Les états financiers de la Conférence régionale des élus du Centre-du-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007.

(Dépôt n° 640-20071115)

15 novembre 2007

Mme Jérôme-Forget, ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, dépose :

La Planification stratégique 2007-2010 de la Commission de la fonction publique ;

(Dépôt n° 641-20071115)

Le rapport d'activité de la Société de financement des infrastructures locales du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 642-20071115)

Le rapport du Secrétariat du Conseil du trésor à l'Assemblée nationale tel que prévu à l'article 84 de la *Loi sur la fonction publique*.

(Dépôt n° 643-20071115)

M. Fournier, leader du gouvernement, au nom de M. Dupuis, ministre responsable de l'application des lois professionnelles et ministre de la Sécurité publique, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Comité de déontologie policière, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 644-20071115)

Le rapport annuel de gestion de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007.

(Dépôt n° 645-20071115)

Mme St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, dépose :

Le rapport annuel de gestion du Conseil supérieur de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007 ;

(Dépôt n° 646-20071115)

Le rapport annuel de gestion de l'Office québécois de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007.

(Dépôt n° 647-20071115)

15 novembre 2007

M. le président communique et dépose :

La lettre, datée du 15 novembre 2007, que lui a adressée M. André Boisclair, l'informant de sa décision de quitter ses fonctions de député de Pointe-aux-Trembles à compter de cette date.

(Dépôt n° 648-20071115)

Puis, il dépose :

Le rapport d'activité de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 2007.

(Dépôt n° 649-20071115)

Dépôts de rapports de commissions

M. Bergman (D'Arcy-McGee), à titre de président, dépose :

Le rapport de la Commission des transports et de l'environnement qui, les 17, 18, 23, 25 et 30 octobre, ainsi que les 1^{er}, 6, 7 et 8 novembre 2007, a tenu des auditions publiques dans le cadre des consultations particulières à l'égard du projet de stratégie de développement durable. La commission a également siégé en séance de travail le 14 novembre 2007. Le rapport contient cinq recommandations.

(Dépôt n° 650-20071115)

Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Roux (Arthabaska) dépose :

L'extrait d'une pétition, signée par 1 212 citoyens et citoyennes du Québec, concernant la qualité de vie et les services offerts aux personnes vulnérables.

(Dépôt n° 651-20071115)

15 novembre 2007

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

À la demande de M. le président, M. Proulx, leader de l'opposition officielle, retire certains propos non parlementaires.

Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Courchesne, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Desrochers (Mirabel) et Mme Malavoy (Taillon) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne l'apport des universités québécoises sur le plan du développement économique et social du Québec, ainsi que la performance de l'Université McGill qui se situe au 12^e rang dans le classement des 200 meilleures universités au monde du quotidien *Times Higher Education Supplement* de Londres, ce qui fait d'elle la première université publique en Amérique du Nord.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 84 et 185 du Règlement, Mme Courchesne, ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, M. Desrochers (Mirabel) et Mme Malavoy (Taillon) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne l'apport des universités québécoises sur le plan du développement économique et social du Québec, ainsi que la performance de l'Université de Montréal qui a terminé 93^e dans le classement des 200 meilleures universités au monde du quotidien *Times Higher Education Supplement* de Londres, ce qui fait d'elle la première université dans la francophonie.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

15 novembre 2007

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme Boulet, ministre des Transports, M. Gingras (Blainville) et M. Deslières (Beauharnois) proposent conjointement :

QU'en cette Année de la sécurité routière, l'Assemblée nationale souligne le 18 novembre 2007, Journée mondiale du souvenir des victimes de la circulation routière, tel que décrété dans une résolution adoptée par l'ONU le 26 octobre 2005.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, Mme St-Pierre, ministre de la Culture, des Communications et de la Condition féminine, M. Benjamin (Berthier) et M. Curzi (Borduas) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne que l'Assemblée nationale appuie la coalition des artistes contre la déréglementation du CRTC.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Hamad, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, M. Lévesque (Lévis) et Mme Lapointe (Crémazie) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale félicite le personnel du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale, récipiendaire du Prix excellence 2007 catégorie « fonction publique », décerné par l'Institut d'administration publique du Québec pour la mise en œuvre du Régime québécois d'assurance parentale.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

15 novembre 2007

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Caire (La Peltrie), M. Couillard, ministre de la Santé et des Services sociaux, et M. Drainville (Marie-Victorin) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée mondiale contre la maladie pulmonaire obstructive chronique, qui se déroulera le 17 novembre prochain ;

QU'à cette occasion, elle reconnaisse l'importance de cette maladie, qui est la 4^e cause de décès au Canada.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 84 et 185 du Règlement, M. Dorion (Nicolet-Yamaska), M. Hamad, ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, et Mme Lapointe (Crémazie) proposent conjointement :

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale de la tolérance qui se déroulera le 16 novembre prochain ;

QU'à cette occasion, elle réaffirme les valeurs sur lesquelles reposent le Québec : l'ouverture, le respect, la paix, la justice et la tolérance.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

Avis touchant les travaux des commissions

M. Fournier, leader du gouvernement, convoque :

- la Commission des finances publiques, afin de poursuivre ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 32, Loi favorisant la gestion rigoureuse des infrastructures publiques et des grands projets ;

15 novembre 2007

- la Commission de l'aménagement du territoire, afin de compléter ses auditions publiques dans le cadre de consultations particulières sur le projet de loi n° 22, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'agglomération de Montréal.

Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, donne l'avis suivant :

- la Commission de l'économie et du travail se réunira en séance de travail afin d'étudier les états financiers et les rapports annuels du Fonds national de formation de la main-d'oeuvre.

Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, informe l'Assemblée que, le vendredi 23 novembre 2007, M. Bonnardel (Shefford) s'adressera à Mme Courchesne, ministre de la Famille, dans le cadre de l'interpellation portant sur le sujet suivant : « Les orientations du gouvernement du Québec en matière d'aide aux familles ».

AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

Prise en considération de rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des transports et de l'environnement relatif au projet de loi n° 33, Loi modifiant la Loi sur la Société des Traversiers du Québec et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

15 novembre 2007

À 15 h 43, à la demande de M. Gautrin, leader adjoint du gouvernement, Mme Houda-Pepin, première vice-présidente, suspend les travaux jusqu'à 16 h 35.

Débats de fin de séance

À 16 h 37, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient trois débats de fin de séance :

- le premier, sur une question adressée par M. Morin (Beauce-Sud) à M. Fournier, ministre du Revenu, concernant la contrebande de tabac ;
- le deuxième, sur une question adressée par Mme Lapointe (Groulx) à M. Fournier, ministre du Revenu, concernant la vente de cigarettes illégales ;
- le troisième, sur une question adressée par M. Caire (La Peltrie) à M. Fournier, ministre du Revenu, concernant le fléau de la contrebande de tabac.

M. Fournier, leader du gouvernement, propose l'ajournement des travaux au mardi 20 novembre 2007, à 10 heures.

La motion est adoptée.

En conséquence, à 17 h 16, M. Chagnon, deuxième vice-président, lève la séance et l'Assemblée s'ajourne au mardi 20 novembre 2007, à 10 heures.

Le Président

MICHEL BISSONNET